

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE
(AUBE)**

(5 juin 2002)

(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

**ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2003
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES 2003**

NOR : *ASET0551160M*

IDCC : 2294

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube,

D'une part, et

Le syndicat départemental des métaux Force ouvrière ;

Le syndicat départemental de la métallurgie CFDT ;

Le syndicat départemental de la métallurgie CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{er}

BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis, fixés à l'article 4 du présent accord, s'appliquant aux agents de maîtrise, aux agents administratifs et techniciens et aux ouvriers occupant les fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975, et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Ces salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluse. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % ou de 7 % résultant de l'accord du 4 avril 1980 et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la comparaison annuelle des sommes réellement perçues par les salariés, avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaire, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2003 le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION effective garantie annuelle (en euros)
I	1	140	13 251
	2	145	13 251
	3	155	13 251
II	1	170	13 332
	2	180	13 460
	3	190	13 538
III	1	215	13 768
	2	225	14 346
	3	240	14 936
IV	1	255	15 475
	2	270	16 253
	3	285	17 214

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION effective garantie annuelle (en euros)
V	1	305	18 823
	2	335	20 658
	3	365	22 838
	4	395	25 160

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Article 7

A la diligence de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube, il sera procédé à une enquête destinée à mieux connaître le nombre de salariés concernés par l'application de ces barèmes de rémunérations dans les entreprises relevant de la présente convention.

TITRE II

BARÈMES DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 9

Domaine d'application

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 10

Objet

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 11

Valeur du point

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suit le barème des rémunérations minimales hiérarchiques résultant de l'accord du 4 décembre 2003 : la valeur du point est portée à 4,03 €.

Article 12

Dispositions communes à toutes les entreprises adhérentes

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 13

Date d'application

Le barème établi sur ces valeurs du point prend effet à compter du 1^{er} décembre 2003.

Article 14

Dépôt

Le présent accord établi conformément à l'article L. 132-1 du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles R. 132-1 et R.132-2 du code du travail.

Fait à Troyes, le 5 décembre 2003.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème de l'indemnité de transport (applicable à compter du 1^{er} décembre 2003)

I. – Personnel utilisant effectivement un mode de transport en commun (SNCF, TREC ou similaire)

Remboursement sur présentation du billet hebdomadaire à concurrence de 75 % du coût de ce billet, le plafonnement à 50 kilomètres de distance domicile-lieu de travail subsistant et une distance inférieure à 10 kilomètres n'ouvrant pas droit à l'indemnité.

II. – Personnel utilisant un moyen de transport personnel

Le tableau ci-après indique le montant de l'indemnité hebdomadaire (ou journalière) en fonction de la distance domicile-lieu de travail. Les chiffres sont calculés par jour.

Exemple : pour un salarié habitant à 10 kilomètres de son lieu de travail, l'indemnité de transport est la suivante : 10 kilomètres \times 2 \times 0,055 € (prix kilomètre auto) = 1,1 € par jour.

DISTANCE (kilomètres) (1)	INDEMNITÉ			
	Prix du kilomètre : 0,028 € (motocycle)		Prix du kilomètre : 0,055 € (automobile)	
	hebdo (2)	jour (3)	hebdo (2)	jour (3)
– 10				
10	2,80	0,56	5,50	1,10
11	3,08	0,62	6,05	1,21
12	3,36	0,67	6,60	1,32
13	3,64	0,73	7,15	1,43
14	3,92	0,78	7,70	1,54
15	4,20	0,84	8,25	1,65
16	4,48	0,90	8,80	1,76
17	4,76	0,95	9,35	1,87
18	5,04	1,01	9,90	1,98
19	5,32	1,06	10,45	2,09
20	5,60	1,12	11,00	2,20
21	5,88	1,18	11,55	2,31
22	6,16	1,23	12,10	2,42
23	6,44	1,29	12,65	2,53

DISTANCE (kilomètres) (1)	INDEMNITÉ			
	Prix du kilomètre : 0,028 € (motocycle)		Prix du kilomètre : 0,055 € (automobile)	
	hebdo (2)	jour (3)	hebdo (2)	jour (3)
24	6,72	1,34	13,20	2,64
25	7,00	1,40	13,75	2,75
26	7,28	1,46	14,30	2,86
27	7,56	1,51	14,85	2,97
28	7,84	1,57	15,40	3,08
29	8,12	1,62	15,95	3,19
30	8,40	1,68	16,50	3,30
31	8,68	1,74	17,05	3,41
32	8,96	1,79	17,60	3,52
33	9,24	1,85	18,15	3,63
34	9,52	1,90	18,70	3,74
35	9,80	1,96	19,25	3,85
36	10,08	2,02	19,80	3,96
37	10,36	2,07	20,35	4,07
38	10,64	2,13	20,90	4,18
39	10,92	2,18	21,45	4,29
40	11,20	2,24	22,00	4,40
41	11,48	2,30	22,55	4,51
42	11,76	2,35	23,10	4,62
43	12,04	2,41	23,65	4,73
44	12,32	2,46	24,20	4,84
45	12,60	2,52	24,75	4,95
46	12,88	2,58	25,30	5,06
47	13,16	2,63	25,85	5,17
48	13,44	2,69	26,40	5,28
49	13,72	2,74	26,95	5,39
50	14,00	2,80	27,50	5,50
(1) Distance séparant le domicile du lieu de travail, mesurée sur la carte Michelin au 1/200 000 ou IGN au 1/50 000 par le trajet le plus court. (2) Indemnité hebdomadaire correspondant à 5 jours de travail, aller-retour. (3) Taux journalier, soit 1/5 de l'indemnité hebdomadaire (2).				

NB. – L'indemnité est versée sur demande écrite présentée par le salarié.
Voir modèle ci-joint.

Barème de l'indemnité de transport

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube,

D'une part et

Le syndicat départemental des métaux Force ouvrière ;

Le syndicat départemental de la métallurgie CFDT ;

Le syndicat départemental de la métallurgie CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème de l'indemnité de transport prévue au point 4 de l'article 53 de la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube est celui figurant dans ce présent accord.

Article 2

Le présent barème prend effet à compter du 1^{er} décembre 2003.

Fait à Troyes, le 5 décembre 2003.

(Suivent les signatures.)